

solution des graves problèmes qui nous font face. Tout ce que nous pourrions accomplir pour lui prêter main forte nous le ferons; seulement, je le dis encore, les projets ministériels ne doivent pas faire bénéficier certaines classes aux dépens des autres.

M. J. S. WOODSWORTH (Winnipeg-Centre-Nord): Monsieur l'Orateur, le groupe ouvrier a lieu de se réjouir du fait que le pays et le Gouvernement se sont rendu compte de l'importance du chômage. Il y a cinq mois à peine, mon collègue de Winnipeg-Nord (M. Heaps) soumettait à la Chambre un projet de résolution invitant le Gouvernement à s'occuper du chômage. L'ancien gouvernement n'en fit rien; il était d'avis qu'il n'existait pas de chômage général; que tout au plus il se confinait à certaines localités et qu'il fallait se borner à provoquer des initiatives locales pour y remédier. Naturellement nous nous réjouissons de savoir, non pas que le chômage sévit, mais que ce problème d'une portée si grande pour la population et pour tout le pays va être enfin étudié. Le discours du trône ne nous permet pas beaucoup d'exposer nos vues présentement, car il ne fait mention que d'une modification au tarif douanier. Selon moi, ce n'est vraiment pas là une solution au problème du chômage et je pense que notre devoir est d'être bien catégoriques sur ce point.

Présentement le chômage sévit aux Etats-Unis, en Allemagne et dans d'autres pays jouissant d'un tarif de protection élevé. On a dit que le chômage ne sévissait pas avec autant d'acuité au Canada qu'aux Etats-Unis, mais cela pourrait bien se produire avant peu chez nous, si nous adoptons le régime douanier de nos voisins du Sud. Le proposeur de l'adresse (M. Turnbull) a insisté pour que l'agriculteur de l'Ouest soit en mesure de faire face à la concurrence mondiale. C'est là, j'en suis sûr, un fort louable dessein, mais comment s'y prendra-t-on pour permettre à l'agriculteur de l'Ouest de soutenir la concurrence mondiale? Autant que nous puissions le deviner d'après le discours du trône même, il ne s'agirait que de relever le tarif des douanes, soit sur les instruments de production, soit encore sur les produits alimentaires et les effets d'habillement et sur tous les articles dont il a besoin comme consommateur. Je ne saurais voir comment on parviendra ainsi à lui permettre de faire face à la concurrence universelle. Bien loin de là, il semblerait plutôt qu'une telle politique mettrait dans une position désavantageuse, non seulement l'agriculteur mais beaucoup d'autres producteurs. Nous pourrions bien nous trouver dans la position où se débat présentement l'Australie, et être dans l'impossibilité de

[M. Gardiner.]

répondre à la concurrence de l'univers. L'Australie a pratiquement fermé l'entrée aux importations. A coup sûr, ce n'est pas là le moyen d'aider le Canada.

L'aberration protectionniste n'est qu'un vestige de la recrudescence du nationalisme d'après-guerre. La guerre finie nous avons eu l'espoir que nous aurions un peu plus d'esprit international ou universel et que cela s'attesterait dans notre politique nationale. Quoi qu'il en soit, sur toute la surface de l'Europe nous découvrons que le nationalisme s'accroît et que des murailles douanières s'érigent aujourd'hui sur plusieurs milliers de milles de distance. On peut en dire autant de notre continent. Ce n'est pas tant parce qu'un ou deux membres du parti conservateur ont soulevé ce problème, comme le fait d'avoir adopté un sentiment qui se propage tant en Amérique que dans le reste de l'univers.

Etendant le champ de mes observations, je prétends que les tarifs douaniers sont préjudiciables à la paix universelle. Il y a un an le premier ministre actuel disait que la paix universelle ne régnerait pas tant qu'on n'aura pas le désarmement. Je partage cet avis, mais j'irai jusqu'à dire que jamais nous n'aurons de paix universelle tant que nous continuerons à poursuivre une guerre douanière. A maintes reprises au cours de l'histoire nous avons vu que la guerre douanière a mené à la guerre armée. J'insiste sur ce point, il ne se peut plus que le monde se fractionne en entités nationales, et toute tentative d'en arriver là est hérissée de dangers.

Ce n'est pas l'heure d'engager un débat platonique sur ce que vaut la protection comme politique économique, mais je tiens à signaler en passant qu'on s'appuie sur le principe faux que du fait qu'une industrie profite du régime protecteur, l'adoption générale de ce régime profiterait à toute la société. J'en conviens de bonne grâce, certaines industries peuvent bénéficier de la protection, mais cet avantage est acquis aux dépens des autres. J'entends par là qu'à peu près toutes les industries, y compris, j'imagine, l'industrie agricole, finiront avant peu par réclamer la protection en leur faveur. Qu'on étende uniformément à tous le régime protecteur, j'imagine que nous n'aurions pas beaucoup à en souffrir quant à nous, mais ce serait nous nuire grandement pour ce qui est du commerce extérieur. C'est là la difficulté qui se pose aujourd'hui. Nous nous engageons sur un terrain hérissé d'obstacles. Nous nous engageons plutôt dans une situation qui fera de la vie politique tout bonnement une lutte pour des profits illusoire. Je me servirai d'un exemple. Il pourrait être avantageux pour un particulier d'employer quatorze onces